

Allocution de Monsieur Jacques Chirac, Président de la République, sur son estime pour Nelson Mandela, l'implantation d'entreprises françaises en Afrique du Sud et la poursuite de l'aide à l'Afrique, Newtown le 27 juin 1998.

Mes chers compatriotes,

Malgré une heure qui n'est pas très convenable pour des gens qui travaillent, je voudrais vous dire ma joie de vous rencontrer aujourd'hui, vous qui êtes le fer de lance de la France dans ce beau pays de l'Afrique du Sud où nous ne sommes pas encore suffisamment présents mais où, j'en suis sûr et notamment grâce à vous, nous le serons davantage dans les années qui viennent. Je vous dis cela au nom du Gouvernement français, représenté ici par notre ministre des Affaires étrangères, notre ministre de l'Economie et des Finances et notre ministre de la coopération et de la Francophonie.

Je voudrais également saluer nos parlementaires, députés et sénateurs, qui sont particulièrement concernés par les relations entre la France et l'Afrique australe, notamment au titre des Français de l'étranger ou au titre des groupes d'amitié entre le Parlement français et le Parlement sud-africain.

Je voudrais dire à notre ambassadeur et à son épouse, toute ma reconnaissance pour l'action qu'ils mènent tous les deux, car elle donne aussi une belle image de notre pays ici, à votre service et au service de la France en Afrique du Sud. Je voudrais saluer notre représentant consulaire également ici.

Enfin je voudrais dire aux chefs d'entreprise français, qui sont venus avec nous et ils étaient nombreux, certains d'entre eux sont ici, combien j'ai apprécié le fait qu'ils affrontent ce voyage dans des conditions qui n'ont pas toujours été très faciles, marquant ainsi leur volonté de renforcer l'intérêt que les entreprises françaises doivent avoir pour cette région du monde? pour cette Afrique australe et notamment, bien sûr, pour l'Afrique du Sud.

Les relations entre la France et l'Afrique du Sud, dans tous les domaines, sont bonnes, et néanmoins elles sont insuffisantes et cela tient au fait qu'au fond malgré l'estime réciproque indiscutable, notamment au niveau des principaux responsables de nos deux pays, il y a une coopération qui n'est pas ce qu'elle devrait être. Pourtant, en 1994, le Président Mandela me le rappelait hier, c'est le Président français, mon prédécesseur, Monsieur François Mitterrand, qui a été le premier chef d'Etat à venir ici pour saluer la victoire du bien sur le mal, en quelque sorte, et ceci avait touché naturellement aussi bien le Président Mandela que l'ensemble des responsables et dirigeants du pays.

Aujourd'hui je reviens avec un autre message. Qu'est ce que nous avons voulu dire, qu'est-ce j'ai voulu dire ici ? J'ai voulu dire essentiellement deux choses : la première c'est l'estime, le respect l'amitié, je dirais même pour un certain nombre d'entre nous l'affection que nous portons à cet homme exceptionnel, à tous égards, à ce combattant de l'humanité qu'est le Président Nelson Mandela et j'ai eu plaisir encore, hier soir, au dîner d'Etat, à le voir, je dois le dire, dans une forme intellectuelle, et même physique, tout à fait exceptionnelle. Nous avons eu droit à sa danse devant les chants traditionnels qui nous ont été adressés. Et puis au delà de ce message, j'ai voulu aussi adresser à l'Afrique du Sud, moderne, démocratique, en développement, un message

de confiance, d'estime, mais surtout de confiance. Cette Afrique du Sud, qui s'est engagée sur la voie de la démocratie, de la réconciliation, du développement, après les années noires de l'apartheid est un pays qui nous inspire une grande confiance et j'ajoute que c'est un pays dont nous considérons qu'il a vocation à devenir une des grandes puissances du monde de demain et en particulier l'un des moteurs actifs de l'Afrique et du développement africain.

C'est une confiance qui est fondée sur de bonnes relations. Je vous l'ai dit tout à l'heure sur le plan politique, mais j'ajouterai que les entretiens que nous avons eu notamment au niveau politique avec le Président Mandela et Monsieur Mbeki, mais aussi des séances de travail entre les ministres et en particulier le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la coopération avec leurs homologues et le ministre des finances et de l'économie avec les siens ont fait apparaître une vraie communauté de vue sur l'ensemble des problèmes du monde d'aujourd'hui. Aussi bien la conception, d'un humanisme moderne et actif, le respect de valeurs identiques, concernant l'homme, concernant l'équilibre du monde de demain, nous n'avons vraiment aucune divergence de vue politique et c'est évidemment un socle important du développement de nos relations et notamment de nos relations économiques, des relations qui s'améliorent.

Nous ne sommes pas encore très nombreux, ici, comparé à d'autres nationalités européennes, mais nous sommes tout de même de plus en plus actifs. J'ai été frappé de voir qu'en 1990, il y avait 25 filiales d'entreprises françaises ici, en Afrique du Sud. Il y en a, aujourd'hui, 130 et plus de 3 000 entreprises françaises, en France, travaillent de façon substantielle pour l'Afrique du Sud.

Cela veut dire, qu'il y a une relation économique déjà forte et qui a, pour résultat, une augmentation importante de nos échanges et je prendrais, comme exemple, les résultats de 1997, derniers résultats connus, qui permettent d'enregistrer une augmentation de 27 ou de 28% de nos exportations en Afrique du Sud. C'est dire qu'il y a un vrai mouvement et je sais, bien entendu, la part que la plupart d'entre vous, ici, prennent et ont pris à ce mouvement. J'ai voulu, également, informer - parce que, parfois, il y a des malentendus ou des polémiques, c'est ce qu'ont fait, également, M. Védrine et M. Josselin -, nos partenaires sud-africains de ce qu'était la politique africaine de la France aujourd'hui, et leur dire que c'était une politique de partenariat, d'accompagnement qui était caractérisée par deux mots, si vous voulez.

D'une part la fidélité, fidélité à nos liens traditionnels avec un certain nombre de pays essentiellement francophones, et une fidélité qui nous conduit naturellement à poursuivre dans cette voie d'une coopération, d'une relation, je dirai, un peu fraternelle, mais aussi, c'est le deuxième mot, une politique d'ouverture et d'ouverture sur des pays qui, jusqu'ici, n'avaient pas suscité dans le nôtre un intérêt suffisant. C'est vrai, en particulier naturellement, pour l'Afrique australe, dont l'histoire a été très différente de celle d'autres pays africains à l'ouest, mais qui est, aujourd'hui, en train en raison de ses richesses, en raison de son évolution politique, de prendre une place importante dans le développement.

J'ai, enfin, voulu leur dire que nous avons, à l'égard des pays en développement, et notamment à l'égard de l'Afrique, une position très claire et très ferme que nous défendons en toute occasion, notamment dans les organisations internationales, dans l'Union européenne, au G8 et partout où le problème se pose en ce qui concerne la nature des relations entre les pays en développement, et tout particulièrement l'Afrique, et les pays de l'Union européenne en particulier, mais des pays occidentaux en général.

Cette relation, pour nous, doit être fondée, non seulement, bien sûr, sur le commerce et l'investissement qui doivent se développer, qui doivent augmenter, il n'y a pas de développement général sans un développement du commerce et de l'investissement, mais le commerce et l'investissement ne sont pas suffisants. Si on ne maintient pas une aide publique au développement importante en faveur des pays en développement, alors nous irons à l'échec et, surtout, nous contredirons une exigence morale, dont nous devons être les porteurs, et qui est celle de la solidarité.

La solidarité s'exprime, c'est un sentiment profondément humain. Il s'exprime dans la famille, il s'exprime dans le village ou la ville, il s'exprime au plan national et dieu sait qu'en France,

comme dans d'autres pays, nous sommes très attentifs à maintenir ou à développer les liens de solidarité.

Eh bien ! C'est une exigence qui doit s'imposer aussi sur le plan des relations internationales. On ne peut pas accepter que certains pays, dans le courant de mondialisation qui caractérise notre époque, restent, en quelque sorte, un peu au bord du chemin. Il faut être très attentif à cela, d'où la part que la France prend dans l'aide publique au développement. On peut dire la première en Afrique, la première place en Afrique en général et la deuxième, en fonction des taux de change, pour ce qui concerne le monde.

J'ai indiqué aux autorités sud-africaines que, naturellement, cette caractéristique de notre action était une constante, et que nous poursuivrons dans cette voie qui est, d'ailleurs, celle que souhaitent également les autorités de ce pays.

La France jouit au fond, ici, d'un capital de sympathie qui est important, et nous devons le développer davantage. Alors, je souhaite que les chefs d'entreprise, qui nous ont accompagnés, en tirent un profit qui facilite le développement de nos échanges. Je souhaite que chacune et chacun d'entre vous, à leur place, et leur responsabilité, continuent d'être les moteurs, les pionniers de ce développement.

Je voudrais en terminant simplement, mais de tout coeur, vous dire au nom du Gouvernement, en mon nom personnel, et je dirais au nom de la France, à la fois nos sentiments de reconnaissance pour ce que vous faites, d'estime naturellement pour votre action et votre comportement ici, et mes sentiments, nos sentiments également, bien entendu, d'amitié.

Voilà, en quelques mots, ce que je souhaitais vous exprimer, ici, au nom de la France, en vous disant mon optimisme pour ce qui concerne la nature de nos relations et le voeu très fort que je fais pour que celles-ci se développent le plus vite possible au profit de l'une et l'autre de nos nations.

Je vous remercie.